

Retraites : « mère des réformes », « mère des batailles »

Après la manifestation du 24 juin, celle du 7 septembre, avec probablement près de 2 millions de manifestants, atteste d'un écho important au sein de la population. Les sondages semblent par ailleurs confirmer l'impopularité d'une réforme dont l'injustice lézarde y compris une part du camp présidentiel.

Face à cela, la stratégie syndicale voudrait apparaître sans failles. Elle repose sur des appels à des journées isolées de 24 heures. La réaction gouvernementale consiste à reconnaître en elles de nécessaires accès de fièvre. Ces exutoires de la rue s'estomperont avec le temps.

Les discours syndicaux donnent souvent l'impulsion des luttes. Ils catalysent le monde salarial et, sans se substituer à l'action collective, donnent du sens et fédèrent. C'est là leur vertu première. Le discours ne se résume pas à un jeu médiatique. Il est marquage de positions face au patron ou au gouvernement en même temps qu'il produit du lien pour l'action collective. Mais quand le discours s'étiole, ne se tient plus, c'est toute la dynamique syndicale qui vient à vaciller. Sa fonction symbolique sur les masses est atteinte. La virulence de micro ne dissimule pas longtemps la faiblesse des mandats.

De ce point de vue, le communiqué intersyndical (CGT, CFDT, FSU, UNSA, CGC, CFTC) du 8 septembre est symptomatique d'une incapacité à produire autre chose qu'une nouvelle journée d'action, le 23 septembre, sur la base d'un texte de plus en plus lisse, à mesure que le terme du conflit s'annonce.

Le 7 septembre a révélé une véritable préoccupation dans l'ensemble du pays. Il y a un indicateur puissant pour cela : le nombre de petites villes où se sont déroulées des manifestations avec des chiffres rarement ou jamais atteints. Quand ce phénomène se vérifie c'est que, comme au moment du débat sur le traité constitutionnel européen, le sujet des retraites se discute partout dans les lieux de vie familiale et publique. Le 7 septembre, même les salariés, traditionnellement pas ou peu syndiqués, des petites et moyennes entreprises étaient là. C'est là un autre indicateur peu banal.

La morgue gouvernementale, la convenance syndicale

L'Elysée et Matignon conviennent d'un mécontentement populaire. Ils l'intègrent dans leur raisonnement. Chacun est dans son rôle. La rue ne gouverne pas, elle s'exprime. Son expression fait d'ailleurs partie du processus.

On peut y répondre par des ajustements à la marge de certains articles de la loi qui s'élaborent à l'assemblée nationale. Ce faisant, les manifestations sont partiellement recyclées. Elles participent de la production de la loi et leurs auteurs syndicaux sont ainsi reconnus.

Cette habileté relative du gouvernement revient à se servir des défilés en les réduisant à un rituel et à des carnivals populaires indispensables à un processus d'élaboration d'une loi majeure par son impact sur la totalité de la population. Sur le sujet des retraites, seul 1995 a été un échec gouvernemental. Auparavant la réforme de 1993, destinée à préparer le terrain, avait profité de la division syndicale dans le secteur privé. Depuis, 2003 a montré ses limites et la signature de la CFDT a témoigné d'un virage audacieux pris par cette confédération. Plus récemment la stratégie syndicale de journées isolées en 2009 a prouvé aussi ses limites. L'axe syndical construit à partir de la CFDT et de la CGT témoigne donc d'un déficit d'efficacité déjà testé, ressenti par la population. La faiblesse de la syndicalisation n'est pas le fait du hasard et il y a un rapport délicat entre une délégation de confiance relative envers les syndicats et en même temps le sentiment qu'ils ne pèseront pas ou peu car trop affaiblis.

La négociation, pour nécessaire qu'elle soit, est le prolongement d'un rapport de forces établi lors d'un conflit social. La négociation est au conflit social ce que la diplomatie est à l'art de la guerre entre Etats, y compris la guerre économique. Sans rapport de force, le salarié est rarement vainqueur, sinon jamais, face au décideur. Il n'est pas besoin d'être grand stratège pour le vérifier quand on gagne ou perd une lutte sur son lieu de travail. On ressent immédiatement la position de force ou de faiblesse face au patron ou son effigie chef de service.

Or les « gens normaux », qui ne sont souvent pas ou plus syndiqués, vivent les diktats de la tourmente financière comme tout le monde. Ils en intègrent de surcroît quotidiennement des schèmes de pensée subliminaux dignes de Big Brother. Ces gens normaux voient bien que le syndicalisme est incapable d'enrayer les reculs sociaux. Au mieux il en négocie la forme.

La structure de la communication syndicale se cale sur celle des pouvoirs en place, gouvernement ou patronat. Les phrasés, le calme d'une diction mise à distance, révèlent l'aspect professionnel du leader social et politique. Face à la technocratie, la complexification économique, les syndicats se dotent nécessairement des mêmes structures et compétences que celles des organisations qu'elles affrontent ou côtoient. Pour gagner une bataille

aujourd'hui il faut de la communication (la rue en participe) mais le rapport de force n'est plus requis. Il est soit devenu « has been », soit trop difficile à obtenir. La langue syndicale a mis sa cravate.

Le syndicalisme, dit réformiste, a le vent en poupe

Sans lire dans l'avenir, on peut cependant lire dans les signaux du présent. Fortement tancée, voire déconsidérée, en 2003 la CFDT donne l'impression de coller à l'intersyndicale. En fait, avec l'UNSA, elle ne cesse de faire valoir un calendrier et des modalités d'action un ton en dessous de la CGT et surtout de la FSU et Solidaires. FO est ailleurs, dans une posture de retrait. La CFDT donne l'impression qu'elle joue déjà le coup d'avance de 2012 en prenant date avec l'alternance. De ce point de vue, la tribune libre de François Chérèque et de tenants d'une gauche sociale et libérale, publiée dans le journal Le Monde du 9 septembre illustre le propos. La doctrine développée sur les retraites permet de mesurer le fossé qui existe avec les positions de la CGT mais également avec d'autres composantes de l'intersyndicale dont la FSU. Curieusement, l'unité syndicale, avec le positionnement adopté par la CGT, favorise un certain renouveau cédétiste. La stratégie actuelle, consistant à laisser passer la réforme en revenant après sur une partie des dégradations, grâce à des proximités politiques d'alternance, n'est pas non plus un mauvais scénario pour l'UNSA. C'est le syndicalisme qui s'affiche réformiste qui se sort le mieux du scénario actuel qui favorise les « corps intermédiaires ».

La CGT jusqu'à présent n'était pas adepte d'un syndicalisme de délégation. Les choses changent. Derrière un discours consistant à faire plier le gouvernement, elle reprend des formules partagées avec la CFDT et l'UNSA. Il y a deux fers au feu : amplifier la mobilisation et en même temps conserver la main cédétiste. Cela revient à tenir un discours volontariste sur la mobilisation tout en tempérant des secteurs qui versent dans l'intention de partir en grève reconductible. Les responsables des Unions départementales de la CGT avancent que la base n'est pas encore prête et que du chemin reste à faire pour bien expliquer et faire partager la nocivité de la réforme, la nécessité d'une riposte forte. Sincère ou convenu ce discours dominant reflète très probablement un sentiment qu'on ne peut partir en grève reconduite au vu du désert syndical français. Mais cette impuissance cultivée ou, a contrario, cette volonté déterminée d'appuyer sur le frein social va alimenter et alimente déjà des rancœurs. Elles sont d'autant plus fortes que la CGT, comme la FSU, reprennent à leur compte et justifient avec des vocabulaires intégrés la ligne officielle d'une intersyndicale qui déçoit les plus mobilisés qui ne sont pas forcément les plus politisés. Cette façon de faire peut alimenter les discours les plus radicaux (Solidaires) mais pas nécessairement les plus partagés par un sala-

riat qui reste à mettre en action.

On peut penser que la CGT, tout comme la CFDT, estime que leur position rassemblée peut influencer sur le programme du parti socialiste (qui tarde à se dévoiler avec précision sur les retraites et ce n'est pas un hasard), mais aussi de ses alliés politiques (Verts et parti communiste). L'idée selon laquelle il faut un débouché politique aux revendications syndicales rejoint un vieux principe pragmatique.

Un gouvernement et un président incapables de discuter, discrédités dans la manière même de gérer le pouvoir, alimentent ces stratégies d'échecs complexes parce que le syndicalisme n'est pas dépositaire d'une puissance suffisante. L'Élysée ne s'en cache pas. Il fait le pari que les manifestations sont un substitut à la grève. Pour autant, même si elle passe, sa réforme lui coûtera en impopularité.

La « retraite » est pour le président en exercice la « mère » de toutes les réformes et c'est vrai. Si elle passe, cette loi va préparer l'alignement de tous les régimes sur celui qui est le plus bas (le régime général) et qui est affaibli encore plus de réforme en réforme. Le code des pensions des fonctionnaires est dans le viseur et avec lui le statut de la fonction publique. Tous les régimes spéciaux sont appelés à disparaître. La cohérence du dogme économique libéral est prégnante.

Si le syndicalisme n'est pas capable de proposer des perspectives d'action ambitieuses, d'appeler à la grève reconductible, à sa généralisation, il risque de perdre bien plus que la bataille des retraites. Certes, une grève généralisée ne se décrète pas. Ce sont les salariés qui la décident et la votent sur les lieux de travail. Mais si les syndicats ne donnent pas de signal, les salariés ne peuvent rien ou trop peu sans outils de luttes, sans les relais syndicaux qu'ils alimentent. Les coordinations, souvent anti-syndicales, ont des limites évidentes dans les débouchés des luttes.

Mi octobre, tout sera joué. C'est maintenant qu'il faut agir. Qui peut croire que des journées de 24 heures impressionnent ? Qu'elles sont le moyen de faire céder le gouvernement qui est ici le faux nez du patronat ? Perdre cette bataille sans même avoir cherché à la mener sur la base d'un vrai rapport de forces serait servir une implosion syndicale de ce qui reste du syndicalisme qui n'accompagne pas dans notre pays. Non à la ligne Maginot syndicale, oui à la Résistance. Sans blocage économique du pays l'action syndicale ne sera qu'une agitation sociale d'amplitude convenable et ritualisée.